Voies de *peuple* dans la Révolution (mai-juillet 1789)

Gérard Bras

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1436>

DOI : 10.4000/elh.1436

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 97-104

ISBN : 978-2-271-12431-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Gérard Bras, « Voies de *peuple* dans la Révolution (mai-juillet 1789) », *Écrire l'histoire* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1436>

Voies de *peuple* dans la Révolution (mai-juillet 1789)

Le 16 juin 1789, les députés du tiers état sont réunis en *Assemblée des communes*¹. Ils ont procédé au contrôle des pouvoirs des députés. La plupart des délégués de la noblesse et du clergé ont refusé de s'y soumettre. L'enjeu : voter *par tête* et non pas *par ordre*, conformément au mandat reçu des électeurs du Tiers. Comment nommer cette assemblée qui refuse d'être divisée en ordres ? Deux propositions sont soumises aux voix : celle de Sieyès et de ses amis : « Assemblée nationale » ; celle de Mirabeau : « Assemblée des représentants du peuple français »².

L'énorme majorité des députés, 491 contre 90, trouve que cette dernière dénomination est un piège tendu au Tiers : ce serait reconnaître n'être qu'une fraction de la nation. Un regard rétrospectif nous la présente au contraire comme *l'événement de langage*³ qui réalise la promotion d'un terme sous l'égide duquel les masses interviendront dans la délibération publique.

Cette lecture repose sur une erreur de perspective qui aplatit les deux noms de *peuple* et de *nation* l'un sur l'autre, au risque de réduire *peuple* à ne désigner que le sujet de droit, l'être métaphysique qui, en juin 89, n'est pas encore né. Elle ne permet pas de voir ce qui crève les yeux des hommes de cette fin du XVIII^e, que, le peuple étant d'abord la *plebs*, il est scandaleux que celle-ci prétende être *populus* ; ou bien qu'il ne saurait y avoir de *populus* si la *plebs* n'est pas réellement comptée en son sein.

Pourtant, Mirabeau inscrit l'ambiguïté du mot *peuple* au centre des problèmes constitutifs de la politique moderne. Pourquoi ne pouvait-il être entendu ? À quel sort le mot de *peuple* se trouve-t-il ici lié ? Pour le comprendre, il nous faut procéder à quelques éclairages qui permettent de contextualiser son propos et la polémique à laquelle il donne lieu.

Peuple pour la noblesse

« Ce n'est pas nous [...] qui avons besoin des États généraux ; nous les tenons *pour le peuple*, et s'il se rend difficile nous y renoncerons volontiers⁴. » Malouet rapporte ici les mots d'un noble, en vue de pousser l'Assemblée des communes à un compromis. Que veut dire *peuple*, pour lui ? C'est un synonyme de

tiers état, voire de la désignation de sa fraction la plus pauvre, conformément à l'usage commun⁵. Il est alors un nom de la domination, non pas de l'émancipation, un terme du vocabulaire de la société d'ordres : le peuple est objet des soins du « bon gouvernement ».

Sieyès

Dans *Qu'est-ce que le tiers état* ? Sieyès avait écrit : « Le peuple veut être *quelque chose*⁶. » Remarque notable : *peuple*, dont il fait peu usage⁷, est pris comme synonyme de *tiers état*, ce qui éclaire la préférence qu'il accorde à *Nation* pour nommer le Tout du corps politique.

Une publication ultérieure (juin 1794), la *Notice sur la vie de Sieyès*, rédigée lorsqu'il se cache du pouvoir jacobin, éclaire le sentiment du député de Paris sur ce mot. Dans une prosopopée, il fait dire à un procureur de la Montagne :

Les diverses acceptions du mot *peuple* lui prêtant une merveilleuse aptitude à l'équivoque, il faut en profiter. Pour nous comme pour les aristocrates, le Peuple ne doit être que la portion des habitants la moins cultivée, la plus ignorante, la moins intéressée au maintien de l'ordre, la plus prompte dans ses passions : c'est lui donner déjà trop de latitude ; le Peuple ne sera que le *groupe central* de cette faction d'habitants ; et comme le groupe central a autre chose à faire qu'à se tenir rassemblé à notre dévotion, il faudra finalement donner le nom et tous les droits du Peuple Français, au

premier attroupement que le hasard ou nos soins formeront au coin de la rue ou ailleurs ; car, où serait le Peuple s'il n'était pas dans nos groupes ? où serait la démocratie, si des Représentants élus prétendaient le représenter au préjudice des *patriotes* qui se donnent à eux-mêmes leur mission dans un club, ou la reçoivent de nous ?⁸

Ce nom, *peuple*, ferait courir un risque majeur à la politique : ne pouvant être conçu comme étant *un*, divisé de l'intérieur, le peuple est toujours sous la menace de son anéantissement par son autre, la masse ignorante et inculte, l'*attroupement* manipulé par les démagogues, tyrans en herbe. Son ambiguïté est une arme pour les despotes, contre la seule réalité politique effective, la Nation, qui n'existe que dans ses institutions : elle seule détient le pouvoir constituant à travers la personne de ses représentants. La confusion du nom du peuple permet à un démagogue d'en appeler au *peuple*, contre la Nation identifiée à la représentation. C'est d'ailleurs ce terme d'*appel au peuple* qui est invoqué par les partisans du veto royal : en cas de

conflit avec l'Assemblée législative, le roi aurait la possibilité de ne pas valider une loi votée et d'en appeler au peuple pour trancher (veto suspensif), ce qui serait une garantie contre le risque de formation d'une nouvelle aristocratie. C'est ce même *appel au peuple* que Sieyès discerne dans les interventions des sans-culottes à partir de 92 :

Le peuple ou la nation ne peut avoir qu'une voix, celle de la législature nationale. [...] L'expression d'*appel au peuple* est donc mauvaise, autant qu'elle est impolitiquement prononcée. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.⁹

Les discours de Malouet

Homme des Lumières, ami de Necker, député du Tiers de Riom, Malouet est pris dans la logique de l'État existant, tout en militant pour sa « régénération » : il ne voit pas la *révolution*, émergente dès l'élection des députés¹⁰.

Usant du nom de *peuple* en son sens obvie, il fait comprendre, malgré lui, pourquoi le nom d'*Assemblée des représentants du peuple français* maintient l'état de fait : se déclarer *Assemblée nationale* est « au-dessus de nos pouvoirs¹¹ », dit-il, la souveraineté reposant dans les mains du monarque. La proposition de Mirabeau permet de ne pas rompre l'équilibre social du royaume.

L'opposition de Sieyès à la proposition de son collègue d'Aix est plus complexe qu'il n'y paraît : assignant le mot de *peuple* au vocabulaire d'Ancien Régime, sa *pensée de derrière* est aussi sans doute d'assurer l'identification de la *souveraineté du peuple* à celle de la représentation nationale.

Ce qui est stratégiquement décisif pour Sieyès, durant ces journées de juin 89, l'enjeu de cette bataille des mots, c'est d'exposer, de nommer la *nation* comme corps unifié, en tant qu'elle est seule détentrice du *pouvoir constituant*, par une opération politique qui l'identifie à sa *représentation*. Pour lui, *peuple* reste un nom confus, porteur de divisions, là où il faut affirmer le pouvoir constituant de l'Assemblée.

« Nous l'éviterons *en restant ce que nous sommes, les représentants du peuple*, ou de la majeure partie de la nation ; car l'une et l'autre désignation nous conviennent également¹². »

Voter la motion Mirabeau reviendrait à reconnaître la division en ordres, donc à trahir le pouvoir constituant de la nation, parce que le monarque est souverain au-dessus des ordres qu'il a convoqués en états généraux¹³.

Et pourtant, *peuple* va renaître de ses cendres et devenir un mot clé de la période révolutionnaire. Au prix de quel retournement ? Le paradoxe veut que Mirabeau y ait contribué.

Les discours de Mirabeau des 15 et 16 juin

La proposition de Mirabeau, qui fait fond sur le mot de *peuple*, escamote donc la rupture en œuvre : constituer les représentants de la Nation, c'est-à-dire la Nation elle-même, comme détentrice du pouvoir constituant. Il n'en reste pas moins que son argumentation ouvre une voie dans laquelle la seconde modernité politique s'est engouffrée. Comment se dessine-t-elle ?

Le 15 juin, le député d'Aix combat la proposition de Sieyès qui porte sur une formule juridiquement rigoureuse, mais par trop alambiquée : *Assemblée des représentants connus et vérifiés de la nation française*. Il a beau jeu de moquer son caractère contourné : « N'allez pas croire que le peuple s'intéresse aux discussions métaphysiques qui nous ont agités jusqu'ici¹⁴. » Si l'on conjugue sa misère à son ignorance, on comprend qu'il « est trop facile de l'engager à vendre la Constitution pour du pain¹⁵ ». Nous pouvons qualifier de *populiste* cette posture qui, au nom du peuple, vise à maintenir les dominés dans leur état, en donnant le sentiment de considérer comme qualités populaires ce qui conforte la domination subie, en revendiquant le refus de l'argumentation intellectuelle, *métaphysique*, dont le bon sens *populaire*, attaché au réel du pain, non au symbolique des noms, serait le vecteur¹⁶.

La conséquence qu'en tire notre orateur : se nommer *Assemblée des représentants du peuple français* offre un double avantage à ses yeux. Elle est juridiquement incontestable, puisque personne d'autre que le Tiers ne revendique d'être peuple. C'est le risque que veut éviter Sieyès : rester dans le cadre juridique de la monarchie. Politiquement, cette

dénomination, une fois adoptée, serait susceptible d'extension : les deux autres ordres devraient la reconnaître en intégrant cette Assemblée¹⁷. Dans la polémique, Thouret s'en prend au vague de la notion¹⁸.

Le 16 juin, Mirabeau répond en travaillant sur son sens. Il souligne, contre le préjugé intellectuel, que l'équivocité du nom du peuple est sa vertu politique majeure :

Il est infiniment heureux que notre langue, dans sa stérilité, nous ait fourni un mot que les autres langues n'auraient pas donné dans leur abondance ; [...] un mot qui se prête à tout, qui, modeste aujourd'hui, puisse agrandir notre existence à mesure que les circonstances le rendront nécessaire, à mesure que, par leur obstination, par leurs fautes, les classes privilégiées nous forceront à prendre en main la défense des droits nationaux, de la liberté du peuple.¹⁹

Texte remarquable qui expose le mot *peuple* dans la structure qui le rend efficace comme opérateur du discours politique moderne : c'est son équivocité qui permet de synthétiser une pluralité d'expériences collectives. Sans doute par *peuple* entend-on la grande masse de ceux qui sont de classe inférieure. Mais il n'y a là rien d'« avilissant », même si les « grands » le prennent ainsi. Il connote plutôt la « modestie », ce qui suggère l'assignation du peuple au statut des gouvernés qui admettent leur soumission : il n'est pas le nom du sujet d'un tort, mais celui d'une sujétion reconnue. Ce qui signifie implicitement que pour être *peuple* le *peuple* a à se

démarquer de ce devenir populace qui se rebelle contre le mépris des grands. D'où la perspective ouverte à la fin du passage : *peuple* peut être le nom d'une pression contre la prétention des *classes privilégiées*.

À quelle condition est-ce possible ? Par un geste symbolique qui relève ce nom de l'infamie dans laquelle les aristocrates l'ont jeté : « Nous devons nous imposer non seulement de le relever, mais de l'anoblir, de le rendre désormais respectable aux ministres et cher à tous les cœurs²⁰. » C'est moins son sens que sa valeur affective qui importe et éclaire sa valeur de principe politique :

Si ce nom n'était pas le nôtre, il faudrait le choisir entre tous, l'envisager comme la plus précieuse occasion de servir ce peuple qui est tout, *ce peuple que nous représentons*, dont nous défendons les droits, *de qui nous avons reçu les nôtres*.²¹

Les députés, qui tiennent leurs droits du peuple, ont pour devoir de défendre ceux du peuple. Circularité de la représentation qui dénote un point nodal de la modernité : le peuple est-il donné naturel, antérieur à la représentation, ou bien n'existe-t-il que par son représentant ? Le député d'Aix tente de tenir ensemble les deux termes de l'antinomie dans le cercle qui lie les députés à leurs *commettants* et qui a pour effet de lier le peuple à ses représentants :

Ne voyez-vous pas qu'il vous faut le nom de peuple, parce qu'il donne à connaître au peuple que nous avons lié notre sort au sien ; *ce qui lui apprendra à*

*reposer sur nous toutes ses pensées, toutes ses espérances ?*²²

Le dispositif repose sur un ressort affectif :

Représentants du peuple, daignez me répondre : irez-vous dire à vos commettants que vous avez repoussé ce nom de peuple ? Que si vous n'avez pas rougi d'eux, vous avez pourtant cherché à éluder cette dénomination qui ne vous paraît pas assez brillante ?²³

Relevant le mépris et le retournant contre les dominants, l'orateur a compris que l'imaginaire, l'affect est *modus operandi* de cet opérateur de subjectivation, ce qu'illustrent révolutions hollandaise, américaine ou suisse conduites sous un nom dépréciatif²⁴. Aussi doit-on opposer « langage du préjugé » et « langue de la liberté », celle-ci ne craignant pas d'user d'un nom péjoratif dans le vocabulaire de celui-là : la politique est aussi un conflit rhétorique qui porte sur la valeur affective des mots clés, dans lesquels un groupe se reconnaît ou non, s'affirme contre un autre.

Le nom de *peuple*, sans doute, est-il relevé par là. Il n'est pas promu pour autant. Il ne deviendra un nom de l'émancipation que dans et par les conflits sociaux et politiques dont il sera un enjeu rhétorique : il faudra l'intervention effective de cette masse s'affirmant sous ce nom, en une configuration où l'événement nouera autrement les liens entre le peuple et ses représentants. Il aura fallu aussi son élaboration conceptuelle, chez Rousseau, occultée en juin, mieux perçue en août.

Retour à Sieyès

Le caractère déterminant du conflit au cours duquel les masses interviennent physiquement est révélé par la *Notice sur la vie de Sieyès*. Après qu'il eut été traité en « ennemi du peuple » aux Jacobins, l'abbé écrit, pour sa défense :

L'insurrection mémorable survenue à Paris le 14 juillet, et propagée comme par un coup électrique dans toutes les provinces ; cette insurrection, devenue nécessaire contre les efforts évidemment criminels et rebelles du conseil royal, ne peut pas se séparer de la confiance due à l'Assemblée Nationale. Loin toute fausse comparaison. *Ce fut bien véritablement le PEUPLE FRANÇAIS qu'on vit alors*, prêtant lui-même force à la Loi, et venant au secours de ses Représentants, qui la faisaient en son nom. Ainsi fut prouvé de nouveau, mais avec une évidence et une force sans réplique, *la volonté certaine de la Nation* sur la nature et l'étendue des pouvoirs qu'elle avait confiés à ses députés.²⁵

Je ne veux pas discuter la vérité factuelle de cette lecture des événements de juin-juillet 1789, mais repérer la modification du sens du mot *peuple* : il ne désigne plus le Tiers, mais la force

politique au principe du pouvoir de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas une foule, mais le « peuple » qui s'est insurgé, mais d'une insurrection qui venait en renfort de la révolution *de facto* dans « la masse pure²⁶ » rendue effective par l'Assemblée nationale. Seul ce lien permet d'échapper au « faux peuple », en réalité « le plus mortel ennemi qu'ait jamais eu le Peuple Français », apparenté à « de nouvelles hordes barbares²⁷ ».

Timothy Tackett²⁸ a montré comment ces députés, modérés et respectueux de l'ordre politique dans leur large majorité, ont été déterminés affectivement à prendre une position de rupture par la masse qui n'a cessé, dès le 5 mai, d'être présente et de se faire entendre à l'Assemblée. Que cette masse soit nommée *peuple* indique qu'une révolution s'est « opérée dans les esprits²⁹ », parce que les délibérations en commun et en présence de la foule ont permis d'éprouver, sur le mode de l'enthousiasme, l'augmentation de la puissance de penser et d'agir, qui provient du commun, de l'émergence de notions communes, rationnelles, et de la conscience de constituer une puissance capable de résister à la crainte du pouvoir et à la morgue des Grands.

Jean-Baptiste Crénière

Le 1^{er} août, dans le débat sur la Déclaration des droits³⁰, Jean-Baptiste Crénière, député de Vendôme, intervient sur « la constitution d'un peuple³¹ ». Il soutient que le peuple n'est pas donné antérieurement à l'*acte* par lequel il se

constitue³². Telle a été la fin de l'élection : envoyer des mandataires à Versailles « pour les [les Français] constituer en peuple libre³³ ». Cet acte que doivent prendre les députés est celui de la Déclaration des droits naturels, donc

imprescriptibles, qui ont à être reconnus, mais ne peuvent exister qu'à l'état civil, donc doivent être déclarés. Ils peuvent se ramener au « droit de faire les lois et de n'être soumis qu'aux lois³⁴ ». Dans cette ligne, qui renverrait aussi à Spinoza, cela implique qu'un peuple ne procède pas de la réunion d'individus sujets naturels de droits, parce que « l'homme isolé n'a point de droits³⁵ ». Il n'y a de droits que déclarés, donc dans une société civile. Mais il n'y a de peuple, au sens politique, que constitué,

et il ne peut être constitué que par l'acte simple qui reconnaît des droits naturels, c'est-à-dire imprescriptibles, aux hommes qui en sont membres. C'est ainsi que « l'acte de la constitution d'un peuple » peut se ramener au « droit de faire les lois et de n'être soumis qu'aux lois, [parce qu'il] comprend tous les autres³⁶ ».

Selon cette voie, *peuple* est le nom d'une politique de non-domination.

C'est dans celle ouverte par Sieyès que la seconde modernité s'est engagée.

Notes

- 1 La référence anglaise est patente : Josette REY-DEBOVE, Gilberte GAGNON, *Dictionnaire des anglicismes*, cité par Raymonde MONNIER, « Autour des usages d'un nom indistinct : "peuple" sous la Révolution française », *Dix-huitième siècle*, n° 34, 2002, p. 401.
- 2 Le texte de cet article était déjà achevé lorsque j'ai lu le beau livre de Sophie WAHNICH, *La Révolution française n'est pas un mythe* (Klincksieck, 2017), en particulier les chapitres 2, 3 et 10. J'ignorais aussi l'existence du texte de SARTRE, « Mai-juin 1789. Manuscrit sur la naissance de l'Assemblée nationale », publié dans les *Études sartriennes* (n° 12, 2008, p. 19-154), qu'elle commente. Mes conclusions n'auraient pas été modifiées, mais des éléments complémentaires auraient pu être intégrés.
- 3 J'emprunte ce terme à Raymonde MONNIER, « Le mot "peuple" dans la Révolution française », *Sociétés & Représentations*, n° 8, Jean-Louis ROBERT, Danielle TARTAKOWSKY (dir.), *Le Peuple en tous ses états*, déc. 1999, p. 223-246.
- 4 Pierre Victor MALOUE, discours du 8 juin 1789, dans *Orateurs de la Révolution française*, 1. *Les Constituants*, textes établis, présentés et annotés par François Furet et Ran Halévi, Gallimard, (Bibliothèque de la Pléiade), 1989, p. 442. Nous soulignons.
- 5 Voir l'article « Peuple » de l'*Encyclopédie*, rédigé par Jaucourt. Dans le même sens, le dictionnaire Trévoux disait : « Le mot de peuple ne signifie d'ordinaire parmi nous que ce que les Romains appellent plebs. » Voir aussi Déborah COHEN, *La Nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XX^e siècles)*, Champ Vallon, 2010.
- 6 Emmanuel Joseph SIEYÈS, *Qu'est-ce que le tiers état ?*, dans *Écrits politiques*, choix et présentation de Roberto Zapperi, Bruxelles, Éditions des archives contemporaines, 1994, p. 127.
- 7 Cette préférence terminologique de *nation* s'atteste chez Sieyès quantitativement : on dénombre 36 occurrences de *peuple* contre 131 pour *nation* dans *Qu'est-ce que le tiers état ?*. Voir Raymonde MONNIER, « Autour des usages d'un nom indistinct... », *art. cit.*, p. 396.
- 8 *Notice sur la vie de Sieyès*, Maradan, an III, p. 47-48. Disponible sur le site *Gallica*.
- 9 Emmanuel Joseph SIEYÈS, *Dire sur la question du veto royal, à la séance du 7 septembre 1789*, dans *Écrits politiques*, *op. cit.*, p. 238.
- 10 Voir Florence GAUTHIER, *Triomphe et Mort du droit naturel en révolution*, PUF, 1992, p. 40.
- 11 Pierre Victor MALOUE, discours du 8 juin 1789, dans *Orateurs de la Révolution française*, *op. cit.*, p. 445.
- 12 *Id.*, discours du 15 juin 1789, *ibid.*, p. 451. Nous soulignons.
- 13 Ce que Sartre a parfaitement analysé. Voir « Mai-juin 1789. Manuscrit sur la naissance de l'Assemblée nationale », *art. cit.*, p. 123-130.

- 14 Honoré Gabriel MIRABEAU, discours du 15 juin 1789, dans *Orateurs de la Révolution française*, op. cit., p. 627.
- 15 *Ibid.*, p. 628.
- 16 « Le populisme, qui peut aussi prendre la forme d'un relativisme, a pour effet de faire disparaître les effets de la domination. » Pierre BOURDIEU, « Les usages du peuple », repris dans *Choses dites*, Minuit, 1987, p. 181.
- 17 Honoré Gabriel MIRABEAU, discours du 15 juin 1789, dans *Orateurs de la Révolution française*, op. cit., p. 635.
- 18 « Si par le mot de peuple, vous entendez ce que les Romains appelaient *plebs*, vous admettez dès lors la distinction des ordres ; si ce mot répond à celui de *populus*, vous étendez trop loin le droit et l'intention des Communes. » Cité dans la notice d'*Orateurs de la Révolution française*, op. cit., p. 1436.
- 19 Honoré Gabriel MIRABEAU, discours du 16 juin 1789, dans *Orateurs de la Révolution française*, op. cit., p. 641-642.
- 20 *Ibid.*, p. 642.
- 21 *Ibid.* Nous soulignons.
- 22 *Ibid.*, p. 643. Nous soulignons.
- 23 *Ibid.*, p. 642-643.
- 24 *Ibid.*, p. 643.
- 25 *Notice sur la vie de Sieyès*, op. cit., p. 26. Nous soulignons.
- 26 *Ibid.*, p. 25.
- 27 *Ibid.*, p. 51.
- 28 Timothy TACKETT, « *Par la volonté du peuple* ». *Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, trad. de l'anglais par Alain Spiess, A. Michel, 1997.
- 29 L. Visme, député, cité par Timothy TACKETT, *ibid.*, p. 142.
- 30 Voir *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, présentée par Stéphane Rials, Hachette, 1989.
- 31 Jean-Baptiste CRÉNIÈRE, discours du 1^{er} août 1789, *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. VIII, p. 317-320, ici p. 318. Une brochure de quatre pages reproduit le texte de cette intervention. La copie de ce texte m'a été communiquée par Bruno Bernardi, qui en a donné un commentaire au séminaire de Frédéric Brahami, Barbara Carnevali et Bruno Karsenti à l'EHESS, le 11 mai 2017. Mon bref commentaire reprend ses propos.
- 32 La référence à Rousseau est patente : *Du contrat social*, liv. I, chap. 5.
- 33 Jean-Baptiste CRÉNIÈRE, op. cit., p. 319.
- 34 *Ibid.*
- 35 *Ibid.*, p. 318.
- 36 *Ibid.*, p. 319.